

UN APERÇU DE LA VIE QUOTIDIENNE DEPUIS LE COUP D'ÉTAT

# Que reste-t-il des Droits de l'homme en Ukraine ?

En Ukraine, les atteintes aux droits de l'homme ont pris une terrible ampleur depuis le coup d'État pro-occidental déclenché en février dernier avec la bénédiction de l'Otan. Alors que les grands organes de presse de l'Occident ferment délibérément les yeux sur cette réalité de tous les instants, la *Revue Orientale* documente pour ses lecteurs trente cas avérés d'abus caractérisés, montrant que les rues sont passées sous le contrôle de nervis nazis qui menacent, agressent, torturent et tuent en toute impunité.

RÉSEAU VOLTAIRE | MOSCOU (RUSSIE) | 23 AVRIL 2014

ENGLISH PORTUGUÊS ITALIANO

**L**a machine répressive tourne désormais à plein régime en Ukraine. Le pouvoir intérimaire aux commandes à Kiev n'a pas balancé longtemps avant de lancer ses forces répressives contre les populations qui, dans l'Est et le Sud du pays, se soulèvent et s'opposent de plus en plus ouvertement au régime néo-nazi. On est décidément bien loin de l'approche libérale adoptée par le président Ianoukovitch à l'égard des désordres et des violences de l'Euromaidan.

Aujourd'hui (le 8 avril), rien qu'à Kharkov, soixante-dix militants au moins ont été arrêtés durant la soi-disant « opération anti-terroriste » [1]. Les informations recueillies font état de la participation à cette opération de mercenaires étrangers, vraisemblablement stipendiés par la firme Greystone Ltd, spécialisée dans la sous-traitance des opérations militaires, aux côtés d'unités sûres du ministère de l'Intérieur, et de la Garde nationale, dont les combattants du parti nationaliste extrémiste

Pravy Sector fournissent le contingent principal.

George Orwell eut sans conteste une inspiration prémonitoire quand il grava dans le marbre l'aphorisme « *La guerre, c'est la paix* » pour en faire la devise de la société totalitaire du futur dont il dresse le portrait dans sa fiction, *1984*. Il aurait tout de suite trouvé un air familier à la propagande qui s'étalait en gros titres, lors du renversement du gouvernement ukrainien, pendant que les « *manifestants pacifiques* » se vautraient dans les pillages, les incendies et les assassinats ... comme ils n'ont cessé de le faire depuis.

Pour autant, les putschistes n'ont pas encore gagné. Prendre le pouvoir est une chose, c'en est une autre de le conserver. C'est maintenant que déferle la cohorte inévitable des difficultés. Il y a à peine plus d'un mois, le gouvernement ukrainien a perdu la Crimée et s'est trouvé confronté à une résistance acharnée dans le Sud et dans l'Est de l'Ukraine.

C'est en claironnant des slogans comme « *Manifestons pacifiquement !* », « *Battons-nous pour la Démocratie !* », « *Revendiquons la liberté d'expression !* » que le nouveau gouvernement s'est installé aux commandes. À peine était-il dans la place que déjà il pourchassait et écartait les opposants, instaurait une mainmise absolue sur la télévision, la radio et la presse écrite, et recourait à la répression politique pour étouffer les protestations populaires dans le Sud et dans l'Est du pays.



**Des manifestants antigouvernementaux agressent Vitaly Grushevsky, député du Parti des régions, devant le parlement, à Kiev, le 22 février 2014.**

Dès les premières heures du coup d'État du 20 février, une répression brutale, accompagnée de violences physiques délibérées, s'est abattue à travers le pays, s'appliquant à briser la moindre velléité d'opposition. Les élus de la majorité pro-Maidan de la Chambre suprême du Parlement (*Verkhovnaya Rada*) ont assailli sans ménagement les députés du Parti communiste tout comme ceux du Parti des régions. Nombre de députés agressés se sont vu confisquer la carte permettant d'exprimer leurs votes au Parlement, d'autres s'empressant de les utiliser pour faire enregistrer les votes « adéquats ».

Il y a eu ensuite l'attaque menée contre la chaîne de télévision « Inter » [2], regardée dans tout le pays, la deuxième en termes d'audience. Des hommes armés ont fait irruption dans un studio au beau milieu d'une diffusion en direct. Le journaliste Mustafa Nayyem (l'un des organisateurs de l'Euromaidan), avait déjà fait connaître l'intention du nouveau gouvernement de nationaliser la chaîne. Mentionnons au passage que cette chaîne appartient à l'oligarque Dmytro Firtash, récemment arrêté à Vienne à la demande du FBI [3].

Ce qui ne manque pas de piquant, c'est que Mustafa Nayyem et ses complices de la chaîne publique Hromadske TV (un projet de canal télévisuel en ligne, lancé avec des subsides US en concomitance presque parfaite avec le déclenchement des manifestations de l'Euromaidan), avait procédé quelques semaines plus tôt à une manœuvre diamétralement opposée, en « *s'appropriant* » une partie du temps d'antenne de la Première chaîne nationale (publique) de télévision.

Après une série de demi-mesures infructueuses, le Conseil national de la Radio et de la Télévision a finalement décidé de bannir des ondes et des écrans toutes les chaînes de télévision russes diffusant des émissions dans le pays [4]. Tous les programmes TV produits par les compagnies détenues par Igor Kolomoïsky [5], Victor Pintchouk [6], Rinat Akhmetov [7], et Dmytro Firtash sont alors entrés en synergie parfaite pour diffuser à l'unisson la propagande savamment orchestrée du régime.

Des dizaines d'attaques ont été menées, au cours, du dernier

mois, contre les rédactions des organes de presse et de télévision contrôlés par l'opposition. Le 27 février, les soi-disant Forces populaires d'autodéfense se sont emparées des bureaux de l'agence de presse *Golos.ua*. La chaîne de télévision ukrainienne *Gamma*, qui collabore étroitement avec cette agence, a été l'objet de toutes sortes d'intimidations. Le siège du journal *Communiste*, l'organe officiel du Parti communiste ukrainien, a tout de suite été investi, et le site web du PCU est souvent mis dans l'impossibilité de fonctionner. Dans la ville de Vinnitsa, les studios de la chaîne de télévision locale, coupable de travailler avec les communistes ukrainiens, ont été pris d'assaut et investis avec une brutalité inqualifiable. Les journalistes pro-Maidan n'ont pas caché leur joie en annonçant triomphalement la nouvelle.

La page web *Ukrainian Kryvda*, qui confronte la réalité des faits aux canons de la doctrine officielle, et parodie les informations pro-Maidan, a vu, elle aussi, ses locaux attaqués et son site bloqué.

Des journalistes du site web que dirige le politologue bien connu Vladimir Kornilov, ont été sommés de choisir entre l'expulsion hors des frontières et l'arrêt de la publication de leurs articles. Ils ont été menacés de représailles barbares et d'assassinat.

Le seul organe d'information de l'opposition qui soit accessible dans tout le pays, l'hebdomadaire *2000*, une publication reconnue, appréciée des lecteurs, a sorti son dernier numéro le 14 mars. La publication a dû être abandonnée suite aux pressions exercées sur l'imprimeur, « La Presse d'Ukraine », qui en assurait la mise en page au format habituel. L'imprimerie, une société à financement public, a décidé sans préavis ni concertation, de modifier les conditions convenues pour l'impression du magazine, rendant ainsi sa publication impossible.

Il y a eu en outre l'extraordinaire irruption des nervis du parti nationaliste Svoboda dans les bureaux de la Première chaîne de télévision nationale. Les violences infligées à Aleksandr Panteleïmonov ont été enregistrées par les caméras. C'est sous une pluie de coups et de menaces qu'il a été contraint de rédiger une lettre de démission.

Les organes de presse occidentaux affichent avec une compassion théâtrale leur consternation devant les allégations de « *violations des Droits de l'homme en Crimée* ». En revanche, les observateurs internationaux semblent beaucoup trop occupés pour s'intéresser à ce qui se passe ailleurs en Ukraine [8]. Ceux qui sont en quête de vérité trouveront ici la chronique d'une série d'évènements avérés, qui ne sont que « l'écume » de la vague de répression politique qui déferle sur le pays.

- ▶ Le 22 février, à Lvov, Rostislav Vasilko, le Premier secrétaire du comité local du Parti communiste d'Ukraine, a été faussement accusé d'avoir fait usage d'armes à feu contre le Maidan. Il a ensuite été soumis à d'abominables tortures [9]. Selon des témoins oculaires, on lui a enfoncé des aiguilles sous les ongles, son poumon droit a été perforé, trois de ses côtes, son nez, et d'autres os de son visage ont été cassés. On l'a menacé d'éliminer tous les membres de sa famille. Il est désormais en Russie où il reçoit les soins que requiert son état.

- ▶ Le 23 février, Alexander Pataman, le chef de la Milice populaire antifasciste de Zaporozhye a été kidnappé.

- ▶ Le 24 février, sur décision de la Chambre suprême du Parlement, six membres de la Cour constitutionnelle de l'Ukraine ont été contraints à la démission pour « avoir violé leur serment » [10]. Plusieurs d'entre eux ont subi des violences et ont fait l'objet de menaces. Les juges évincés ont présenté, trois jours plus tard, un recours en annulation, auprès des organisations internationales de défense des Droits de l'homme, compétentes en la matière. [11]

- ▶ Le 28 février, Boris Filatov, le Gouverneur délégué de la région

de Dniepropetrovsk, a publié, sur sa page Facebook, des instructions sur l'attitude à adopter envers les militants pro-russes qui contestent les décisions du gouvernement central de Kiev : « *Dites oui à toutes les revendications, à toutes les demandes de garanties et de promesses que présentent ces sacs de merde. Et... nous les pendrons tous plus tard* ». [12]

► Le 5 mars, Andrei Purgin, l'un des dirigeants de l'organisation pro-russe « La République du Donetsk » a été capturé dans la ville de Donetsk, et transporté vers une destination inconnue. [13] Ses amis assurent que, le jour précédant son enlèvement, il avait reçu une visite d'intimidation. On l'avait averti que « *sa femme n'aurait pas à pleurer sa mort s'il choisissait de rester sagement chez lui ce jour-là* ». Mais, parce que les autres comptaient sur lui, il s'était malgré tout rendu sur le parvis où ses amis l'attendaient. On est depuis sans nouvelle de lui.

► Le 6 mars, Vladimir Rogov, premier responsable de la Garde slave, une organisation citoyenne ukrainienne, a été victime d'un enlèvement. Il est aujourd'hui en sécurité mais a été contraint de quitter la région de Zaporozhye et le territoire ukrainien.



Pavel Gubarev

► Le 6 mars, Pavel Gubarev, le « Gouverneur du Peuple », tête de file d'un groupe de militants pro-russe, a été emprisonné à Donetsk. [14] Après son enlèvement, il a été passé à tabac pendant le trajet le menant de Donetsk à Kiev, puis au centre de détention du BSU (les services de sécurité ukrainiens). Pavel a souffert d'un coma à la mi-mars. Il est actuellement maintenu en détention dans un hôpital pénitentiaire. On lui dénie le droit de recevoir la visite d'un avocat, de peur d'ébruiter le sort qui lui est infligé. Après l'incarcération de son mari, sa femme Ekaterina et ses trois enfants ont été obligés de s'expatrier.

► Alexander Karitonov, le « Gouverneur du Peuple » de la région de Luhansk, qui dirige la Garde de Luhansk, est détenu dans les locaux du BSU depuis le 14 mars.

► Le 17 mars, Anton Davidchenko, le dirigeant du groupe « Alternative Populaire », a été arrêté par les services du BSU à

Odessa. Il est actuellement incarcéré dans une de leurs prisons à Kiev.

► Toujours le 17 mars, une bande de militants d'extrême droite, membres du soi-disant « *Tribunal du Peuple* » de Vinnitsa, a impudemment exigé la démission de Tatyana Antonets, le médecin-chef de l'hôpital pour enfants de la région, au prétexte qu'elle n'avait ni renié publiquement le Parti des régions, ni condamné « *les crimes du gouvernement précédent* ». [15] Les extrémistes ont averti le médecin que, faute d'obéir à leurs ordres, elle aurait à rendre des comptes « *en application des lois inflexibles de la révolution en marche* ».

► Le 17 mars, après des menaces répétées, la voiture d'Artyom Timchenko, le chef du « Front du Sud-Est », a été incendiée. Alexander Shatsky, le tout nouveau procureur de la région de Zaporozhye, mandaté par Kiev, a décrit l'événement comme « *un cas typique d'auto-immolation* ».

► Le 19 mars, à Vinnitsa, une troupe de trois cents hommes armés, emmenée par des militants du groupe extrémiste Pravy Sector, s'est emparée d'une distillerie régionale appartenant à la compagnie Nemiroff. [16]

► Le 20 mars, des militants de Pravy Sector ont agressé des écoliers hongrois qui participaient à un voyage pédagogique en Transcarpatie, organisé à partir de leur ville de Miskolsc, en Hongrie [17]. Par ailleurs, des extrémistes armés ont fait irruption au beau milieu d'une réunion du conseil municipal de Berehove, près de la frontière hongroise, interrompant les travaux de l'assemblée, brutalisant et rouant de coups les participants. La majorité des membres du conseil étaient, à l'image de la population de la ville, d'origine hongroise. Deux années auparavant, dans ce même secteur, la population avait eu à déplorer la profanation d'un monument érigé dans le défilé de Verecke pour commémorer la traversée des Carpates par les troupes hongroises [18]. La base du monument avait été barbouillée de slogans proclamant : « *Mort aux Hongrois !* » et « *Ici, c'est l'Ukraine !* ».

► Le 20 mars, quatre journalistes russes de la chaîne de télévision

*Russie 1* ont été placés en détention à Donetsk [19]. Leurs papiers d'identité ont été confisqués. On les a ensuite conduits au poste de contrôle de Vasilievska, où ils sont restés plusieurs heures avant d'être expulsés du territoire ukrainien.

► Le 20 mars, les services de sécurité ukrainiens ont tenté de dissoudre l'association formée par le Comité de Vigilance de Lugansk, qui préconise la fédéralisation de l'Ukraine et l'octroi du statut de langue officielle à la langue russe. Trois militants ont été arrêtés. Les bureaux de l'organisation ont été fouillés ainsi que les logements de tous les adhérents. L'une des dirigeantes du département « Jeunesse » du groupe, Anastasiya Pyaterikova, a lancé un message d'alerte sur les réseaux sociaux, dénonçant les fouilles opérées par les services du BSU, avec le concours d'un député de la Chambre suprême du Parlement, pour mettre la main sur les membres du Comité de vigilance de Lugansk . Elle dénonçait en même temps les violences infligées aux adhérents et à leurs familles. [20]

Enregistrement video : Olek Lyashko, un politicien ukrainien, chef de file du Parti radical, kidnappe l'un des adjoints du conseil municipal de la ville de Lugansk, Arsen Klinchaev.

► Le 20 mars, une vingtaine de délégués du soi-disant Groupe autoMaidan, a tenté d'extorquer du carburant, des liquidités, et d'autres articles de valeur au directeur de l'une des succursales de la société russe Lukoil-Ukraine pour « *alimenter les caisses de la révolution* ». [21]

► Le 20 mars à Kiev, une horde d'individus masqués détenteurs d'armes à feu et d'armes blanches, a fait irruption au siège de la Commission officielle de contrôle de l'architecture et des industries du bâtiment en Ukraine. Ils ont pris le contrôle des septième et onzième étages de l'immeuble, arguant de leur prétendue

appartenance à un Comité de lutte contre la corruption. Ils ont également tenté de confisquer des dossiers d'archives.

- ▶ Le 21 mars à Kiev, la maison appartenant à Victor Medvedchouk, l'un des dirigeants du mouvement pro-russe Le Choix de l'Ukraine, a été incendiée.

- ▶ Le 23 mars à Kiev, des militants de l'Euromaidan ont tenté d'occuper le siège de la société Rossotrudnichestvo, une agence russe qui œuvre au maintien et au développement des liens avec les Russes de l'étranger. La voiture de l'un des employés de l'agence a été volée. L'objectif de cette opération-commando était la confiscation des bureaux de l'agence pour en faire le quartier général des forces d'autodéfense du Maidan.

- ▶ Le 23 mars à Rovno, brandissant des fusils mitrailleurs, des militants de Pravy Sector ont précipité dans le chaos un concert organisé dans le cadre d'un festival régional de musique rock. Ils ont ensuite dispersé les participants sous la menace de leurs armes.

- ▶ Le 23 mars, quelques dizaines de recrues des Forces d'autodéfense de l'Euromaidan ont attaqué les automobilistes qui participaient au rallye automobile de l'amitié de Melitopol-Zaporozhye, avec des pierres, des bâtons, et des barres de fer. Plusieurs personnes ont été rouées de coups et des voitures ont été endommagées.

- ▶ Le 24 mars, des équipages d'Aéroflot ont de nouveau été consignés à bord de leurs appareils sur ordre des garde-frontières ukrainiens, pendant toute la durée des escales effectuées. Aucune explication n'a été fournie. Ces agissements discriminatoires sont autant de violations flagrantes des pratiques admises, en la matière, au plan international, et présentent de réels dangers pour

la sécurité des vols de l'aviation civile. Les mêmes vexations ont été infligées aux personnels navigants, à plusieurs reprises, le mois dernier, sur les aéroports de Kiev, Donetsk et Kharkov. Ces derniers jours, les garde-frontières ukrainiens ont refoulé *manu militari* un très grand nombre de voyageurs débarquant de vols en provenance de la Russie. À 32 reprises, la compagnie Aéroflot a dû rapatrier, à ses frais, des voyageurs arrivés en Ukraine à bord de l'un de ses appareils, avec un aller simple.

- ▶ Depuis la mi-mars, les garde-frontières ukrainiens du secteur de Kharkov ont interdit l'entrée sur le territoire ukrainien à toutes les personnes de nationalité russe. Ils refoulent ainsi chaque jour 120 à 130 personnes.

- ▶ Le 26 mars, à Dniepropetrovsk, Donetsk et Kharkov, les partisans du groupe extrémiste Pravy Sector ont pris à partie et agressé physiquement toutes les personnes croisées dans les rues qui arboraient les rubans honorifiques orange-et-noir de Saint George, portés en hommage à la victoire des Soviétiques sur les nazis. [22]

- ▶ Le 26 mars, dans la région de Kirovograd, des délégués du Conseil du peuple et des adhérents du parti Svoboda ont agressé le médecin-chef de l'hôpital central du district d'Ulyanovsk, Aleksander Tkalenko, tentant de lui porter des coups à l'intérieur même de son bureau [23]. Ses seuls torts étaient d'être affilié au Parti des régions et d'avoir été affecté à son poste par l'administration de Victor Ianoukovitch.

- ▶ Le 26 mars, Vasily Tretetsky, l'ancien maire de Mirgorod (dans la région de Poltava), président en exercice du conseil municipal, est décédé à l'hôpital des suites des coups et blessures par armes à

feu qui lui avaient été infligés le 16 mars. [24]

► Le 26 mars, à Kiev, des adeptes du mouvement Avtodor, flanqués d'une centaine de militants des Forces d'auto-défense de l'Euromaidan, ont envahi et occupé les bureaux des banques russes de la rue Kreshchatik (VTB, Alfa, Sherbank de Russie, et Prominvest), exigeant leur fermeture et réclamant la nationalisation de leurs branches ukrainiennes [25]. L'immeuble de la Sherbank a fait l'objet d'une confiscation et d'un pillage en règle.

► Le 1er avril, les services de sécurité ukrainiens ont procédé à la fouille des appartements occupés par des militants pro-russes d'Odessa. Ils ont notamment passé au peigne fin le logement appartenant à Alexei Albou, l'un des élus du Conseil régional d'Odessa. *« Les agents du BSU sont arrivés sur place à huit heures du matin. Ils ont ouvert la porte et ont procédé à la fouille de l'appartement. Ils étaient porteurs d'une injonction de la Cour de Justice. Les agents ont eux-mêmes indiqué qu'ils recherchaient des listes de militants de notre organisation, et des armes. Il leur a fallu toutefois se résoudre à signer, au bout du compte, une attestation stipulant que rien d'illégal n'avait été découvert dans l'appartement fouillé »*. Alexei a affirmé par ailleurs qu'il avait été préalablement convoqué par les services spéciaux ukrainiens pour une *« conversation »*.

Les menaces proférées à l'encontre des prêtres orthodoxes russes font malheureusement partie du paysage ordinaire de l'Ukraine d'aujourd'hui. C'est grâce au communiqué spécial que le ministère des Affaires étrangères de la Russie a publié à propos de l'affaire, que les persécutions infligées au révérend Alexander Shirokov par les séides du Parti national-socialiste des travailleurs d'Ukraine, non enregistré officiellement, ont pu être portées à la connaissance du public. [26] Beaucoup d'autres cas d'intimidations à l'encontre du clergé pro-russe, ne reçoivent pas la même



Les nazis ukrainiens adressent un dernier avertissement catégorique au révérend Alexander Shirokov, le sommant de cesser immédiatement « {toute propagande moscovite} », sous peine de mort.

couverture médiatique, mais sont néanmoins exercées au quotidien par les autorités administratives locales fidèles au gouvernement intérimaire de Kiev.

Ce climat délétère a provoqué une émigration massive de l'intelligentsia ukrainienne pro-russe. Ce mouvement se poursuit actuellement. Les dernières statistiques montrent que 30 000 personnes ont dû fuir leur propre pays, passé sous le joug des nationalistes.

Où les organisations internationales de défense des Droits de l'homme peuvent-elles bien trouver leurs informations ? Comment ne pas être confondu en constatant qu'elles ne dénoncent que les violations irréelles, extravagantes, d'un seul camp : la Russie, détournant ostensiblement leurs yeux de la débauche d'anarchie qui se rencontre à maintes occasions et en tant de lieux en Ukraine ?

Quoi qu'il en soit, il est clair qu'en de telles circonstances, les élections présidentielles annoncées ne pourront en aucun cas intervenir dans des conditions acceptables le 25 mai. En conséquence, la Russie, sur laquelle comptent la plupart des Ukrainiens pour trouver une issue à la crise, ne reconnaitra la validité d'aucun scrutin qui interviendrait durant cette période de troubles exacerbés.

Traduction  
[Gérard Jeannesson](#)

Source  
[Oriental Review](#)

---

[1] "[Kiev cracks down on eastern Ukraine after 2 regions proclaim independence](#)" (Les forces répressives de Kiev s'abattent sur l'Ukraine orientale, après la proclamation, par deux régions, de leur indépendance). *Russia Today*, le 8 avril 2014.

[2] "[2014 . Захват канала " ИНТЕР " в прямом эфире](#)", YouTube, 22 February 2014.

[3] Dmytro Fintash est un homme d'affaires et un investisseur ukrainien, enclin au mécénat. Il préside le directoire du groupe DF (le consortium des entreprises Fintash) qui concentre des avoirs dans l'industrie chimique, le secteur énergétique et l'immobilier, en Ukraine, en Allemagne, en Italie, à Chypre, au Tadjikistan, en Suisse, en Hongrie, en Autriche et en Estonie. Il préside également l'organisation patronale FEU (Fédération des employeurs d'Ukraine) et le Conseil national tripartite économique et social d'Ukraine (CNTES).

[4] "[Ukrainian court bans Russian TV broadcast](#)" (Une cour ukrainienne décide d'interdire la diffusion des chaînes de télévision russes). *Russia Today*, le 26 mars 2014.

[5] Igor Kolomoïsky est un oligarque israélo-ukrainien d'ascendance juive. C'est un homme d'affaires. Il est l'actuel gouverneur de la Région de Dniepropetrovsk. Multimilliardaire, il se classe au deuxième ou au troisième rang des plus grosses fortunes d'Ukraine, après Rinat

Akhmetov et/ou Victor Pintchouk. Depuis 2006, Kolomoïsky est l'associé principal du Groupe Privat (un géant du monde des affaires, de la finance, de l'industrie et de la presse. Le groupe contrôle des milliers d'entreprises en Ukraine, en Europe, en Russie, aux États Unis et dans d'autres pays). Il est aussi le président de fait du Dnipro Dniepropetrovsk (le club de football).

[6] Victor Pintchouk est un homme d'affaires ukrainien versé dans le mécénat. En mars 2012, *Forbes* l'a classé au 255ème rang de la liste des plus grosses fortunes du monde, avec un patrimoine de 4,2 milliards de dollars. Pintchouk est le fondateur et principal actionnaire de l'EastOne Group, une société de placements et de consultance pour les investissements internationaux, basée à Londres. Il est pareillement le fondateur et principal actionnaire de la société Interpipe, l'un des plus importants producteurs de tuyaux, de roues et d'acier en Ukraine. Victor Pintchouk possède aussi quatre chaînes de télévision et un quotidien populaire à grand tirage *Fakty i Kommentarii* (Faits et Commentaires), créé en 1997, est le quotidien en langue russe qui a le tirage le plus important. Élu une première fois au Parlement suprême (*Verkhovna Rada*) en 1998, il a ensuite été reconduit pour un deuxième mandat jusqu'en 2006. Il est marié à Helena Pintchouk, la fille de Leonid Davilovytsch Koutchma, l'ancien président de l'Ukraine (de 1994 à 2005). C'est un proche des Clinton (« [La Clinton-Pintchouk Connection](#) », par Manlio Dinucci, Traduction Marie-Ange Patrizio, Il Manifesto/Réseau Voltaire, 22 février 2014.)

[7] Rinat Akhmetov est un homme d'affaires appartenant au cercle des oligarques ukrainiens. Il est le fondateur président de la société SCM (System Capital Management) et possède l'une des plus grosses fortunes du pays. Akhmetov est également le propriétaire président du club de football Shaktar Donetsk. Rinat Akhmetov a siégé au Parlement ukrainien (*Verkhovna Rada*) de 2006 à 2007 et de 2007 à 2012 en tant que député du Parti des régions.

[8] "[Crimean Tatars Seek Autonomy in Light of Massive Russian Human Rights Violations](#)" (Victimes de multiples atteintes aux Droits de l'homme perpétrées en Russie, les Tatars de Crimée revendiquent leur autonomie). *Daily Kos*, le 29 mars 2014.

[9] "[Communist tells of atrocious tortures on Maidan](#)" (Un militant communiste fait le récit des tortures qui lui ont été infligées sur le Maidan). *Pravda TV*.

[10] "[Ukraine Parliament Sacks Constitutional Court Judges](#)" (Le Parlement Ukrainien limoge les juges de la Cour Constitutionnelle). *RIA-Novosti*, le 24 février 2014.

[11] "[Address of judges of the Constitutional Court of Ukraine to European and international organisations and human rights institutions](#)", (Requête des juges de la Cour Constitutionnelle de l'Ukraine auprès des organisations européennes et internationales et des associations de défense des Droits de l'homme). Voltaire Network, le 27 février 2014.

[12] [Boris Filatov's Facebook](#).

[13] "[Andrei Purgin has been kidnapped by armed men thought to be oligarch Rinat Akhmetov's men who's loyalty is with Kiev's self-proclaimed regime](#)" (Andreï Purgin est enlevé par des hommes armés aux ordres de l'oligarque Rinat Akhmetov, qui soutient le régime autoproclamé de Kiev). *Ukraine Maidan Related Info and News*, le 5 mars 2014.

[14] "[Pavel Gubarev kidnapped by nazi self-proclaimed government in Kiev](#)" (Le gouvernement nazi autoproclamé de Kiev fait enlever Pavel Gubarev). *Ukraine Maidan Related Info and News*, le 6 mars 2014.

[15] "[Фашисты сыкуны угрожают детскому врачу Татьяне Антонец, если не уйдет с должности](#)", YouTube, 19 March 2014.

[16] "[В Винницкой области вооруженные люди захватили ликеро-водочный завод](#)", YouTube, 19 March 2014.

[17] "[« Правый Сектор » принялся за венгров](#)", euromaidanu.net, 21 March 2014.

[18] "[Монумент в честь перехода древних венгров через Карпаты осквернили на Украине](#)", Finugor, 22 August 2012.

[19] "[На украинской границе задержали и допросили российского корреспондента](#)", NTV, 21 March 2014.

[20] "[Обращение от лица "Луганской гвардии". Луганск нуждается в помощи !](#)", YouTube, 19 March 2014.

[21] "[Автомайдан и Правый Сектор требуют у компании Лукойл горючее на нужды революции !](#)", YouTube, 20 March 2014.

[22] “Right Sector terrorizing Dnepropetrovsk, beating pro-Russian activists” (Les nervis de Pravy Sektor sèment la terreur à Dniepropetrovsk et rouent de coups les militants pro-russes). YouTube, le 28 mars 2014.

[23] “Беспредел в Ульяновке”, YouTube, 24 March 2014.

[24] “Замах на вбивство голови народної ради Миргорода Василя Третьцького”, YouTube, 18 March 2014.

[25] “Пикет российских банков в Киеве”, YouTube, 26 March 2013.

[26] “Comment by the Russian Ministry of Foreign Affairs regarding threats to priests in Ukraine” (Commentaire du ministre des Affaires étrangères de la Russie à propos des menaces proférées à l'encontre des prêtres ukrainiens). Ministère Russe des Affaires étrangères, le 25 mars 2014.

---

Source : « Que reste-t-il des Droits de l'homme en Ukraine ? », Traduction Gérard Jeannesson, Oriental Review, *Réseau Voltaire*, 23 avril 2014, [www.voltairenet.org/article183229.html](http://www.voltairenet.org/article183229.html)